



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saône, le 22/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE**

Lieu-dit Pont de Colonne - BP 27  
21230 Arnay-Le-Duc

Références : FF/MB/2025/C\_81  
Code AIOT : 0005400537

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2025 dans l'établissement GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE implanté LES CAMUZEUX 71710 Marmagne. L'inspection a été annoncée le 20/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE
- LES CAMUZEUX 71710 Marmagne
- Code AIOT : 0005400537
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Marmagne est une carrière de roche massive éruptive (granit) produisant des graves destinées à des applications routières, sous couches de roulement.  
L'inspection relève du plan pluriannuel de contrôle, d'un site prioritaire.  
L'inspection a porté sur l'action nationale "travaux par points chauds".  
Les installations contrôlées sont l'atelier de la carrière et l'installation de distribution de carburant (GNR : gasoil non routier).

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Consignes d'exploitation (permis d'intervention)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Consignes de sécurité (interdiction d'apporter du feu)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux (moyens de prévention)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Plan de prévention (installations soumises à POI)	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Sans objet
7	Travaux (permis de feu)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
8	Travaux (sous traitance)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
10	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la thématique contrôlée et les documents examinés le jour de l'inspection, il est constaté que les installations respectent la réglementation applicable.

La seule non-conformité relevée est la suivante : absence de document de suivi pour la formation incendie "Manipulation d'extincteurs" pour les entreprises intervenant en sous-traitance (entreprise extérieure).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Identification des zones à risque

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Locaux à risque
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.  Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.  La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a identifié les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion.  Celles-ci sont définies dans le plan de sécurité du site (version du 29 août 2024).  Une cartographie des zones à risque d'incendie est disponible dans son plan de sécurité.  Les zones identifiées par l'exploitant sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- bureaux : risque lié aux équipements électriques et électroniques,</li><li>- atelier : risque lié au stockage de substances combustibles et exécution de travaux par point chaud,</li><li>- installation de traitement des matériaux : équipements sous haute tension et présence du poste de transformation,</li></ul> Par courriel en date du 22 avril 2025, l'exploitant a intégré également le poste de distribution de carburant (GNR, cuve de stockage enterrée et distribution en extérieur) comme zone à risque lié aux liquides inflammables.

Le document "Situation d'urgence - Fiches réflexes LAFARGE" référencé FR-HSE-0C002-FR-2023, version 3 du 13 janvier 2025 vient en complément du plan ci-dessus et donne en particulier les consignes à adopter en cas d'incendie.

Les différentes consignes sont affichées à l'entrée des zones à risque.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Consignes d'exploitation (permis d'intervention)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]

Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]

l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

**Constats :**

Pour les interventions à risques réalisées par le personnel LAFARGE, il est établi un permis de travail préalable (exemple : intervention du 7 avril 2025 : travail sur tapis avec risque lié à un "travail par points chauds", avec notamment des travaux de soudage).

Pour les interventions à risques réalisées par des entreprises extérieures, il est établi une analyse de risques préalable, ainsi qu'un permis de travail (exemple : intervention du 7 février 2025 par l'entreprise ESPG : travail de remplacement d'équipement de godet d'engin avec risque lié à un "travail par points chauds", avec notamment des travaux de soudage). Un plan de prévention est également établi.

La consigne "Travail par points chauds" est prévue dans le document "Risques et mesures de prévention générales - Plan de prévention" - Document LAFARGE n°PP : 2025/CMT/V1

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Consignes de sécurité (interdiction d'apporter du feu)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Risques accidentels, Interdiction de feu

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63

**Constats :**

Il est constaté lors de l'inspection l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion (constat au niveau de l'atelier).

Cette interdiction est précisée dans les consignes de sécurité du site, qui sont affichées à l'entrée de ces zones.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Travaux (moyens de prévention)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

**Thème(s) :** Risques accidentels, Permis de feu

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;

l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

[...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

**Constats :**

Pour la réalisation de travaux par point chaud dans les zones présentant des risques d'incendies ou d'explosion (travaux dangereux), l'exploitant met en place :

<p>- un permis de travail, quand les travaux sont effectués par son personnel (LAFARGE) ;</p> <p>- un plan de prévention écrit (établi conjointement par l'entreprise utilisatrice et l'entreprise extérieure) et un permis de travail (établi par le chef de l'entreprise extérieure qui justifie de sa délivrance au chef de l'entreprise utilisatrice).</p> <p>Ces documents précisent notamment la définition des phases d'activité dangereuses et les moyens de prévention spécifiques correspondants à mettre en place.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Plan de prévention (installations soumises à POI)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Obligation plan de prévention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin: 10px 0;"> <p>Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :</p> <p>[...]</p> <p>4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.</p> <p>[...]</p> </div>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation n'est pas soumise à l'obligation d'un plan d'opération interne (POI).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Dispositions du plan de prévention**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 07/03/2008, article /
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu du plan de prévention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin: 10px 0;"> <p>Article R4512-8 du Code du travail</p> <p>Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :</p> <p>1-La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants</p> </div>

2-L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

3-Les instructions à donner aux travailleurs ;

4-L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;

5-Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

#### Constats :

Examen des documents élaborés lors de l'opération "Confection d'une caisse de réception à l'atelier" le 26 janvier 2024, avec un risque lié au travail par points chauds (soudage, oxycoupage, meulage et tronçonnage), par une entreprise extérieure (MECANO SOUDURE CHAPERON) :

Une analyse de risques préalable a été faite, avec un permis de travail.

Les mesures suivantes ont notamment été prises :

- définition et délimitation de la zone d'intervention (rideau) ;
- écrans/panneau de protection ;
- définition des moyens de lutte contre l'incendie sur place ;
- moyens de surveillance après fin des travaux par points chauds.

Le plan de prévention avec l'entreprise extérieure a été établi pour une année calendaire (du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Travaux (permis de feu)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

**Thème(s) :** Risques accidentels, Permis de feu

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention



- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- [...] ;
- Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

#### Constats :

Pour les travaux effectués par une entreprise extérieure, un plan de prévention est établi pour les opérations présentant des risques par points chauds, ainsi qu'un permis de travail.

Pour les travaux effectués par l'exploitant, un permis de travail est établi.

Le permis de travail comporte :

- le respect de la consigne "Travaux par point chauds" établie par l'exploitant ;
- la nature des travaux, le matériel utilisé, les risques particuliers ;
- les moyens de mise en sécurité réalisées ;
- les moyens de prévention mis en place ;
- les moyens de lutte contre l'incendie sur place ;
- les moyens de surveillance après fin des travaux par points chauds.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Travaux (sous traitance)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

**Thème(s) :** Risques accidentels, Sous traitance

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

[...]

- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

--

**Constats :**

Pour les années 2024 et 2025, et dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie et d'explosion, il n'y a pas eu de recours à de la sous-traitance, par les entreprises extérieures (sous traitance en cascade).

Les plans de prévention établis par l'exploitant prévoient cependant la sous-traitance d'une entreprise extérieure pour un niveau 2 au maximum avec un organigramme de commandement, dont la coordination des travaux est de la responsabilité de l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Formation du personnel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58

**Thème(s) :** Risques accidentels, Formation

**Prescription contrôlée :**

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

**Constats :**

Le document LAFARGE "Risques et mesures de prévention générales - Plan de prévention" n°PP : 2025/CMT/V1 prévoit en particulier que tout intervenant (personnel LAFARGE ou entreprise extérieure) doit avoir reçu l'accueil sécurité afin d'être informé des risques spécifiques du site et de l'identification des zones dangereuses.

Les personnes intervenant sur le site doivent également avoir connaissance des consignes applicables sur le site, notamment sur la conduite à tenir en cas de sinistre (document "Situations d'urgence - Fiches réflexes" n°FR-HSE-OC002-FR-2023 du 13 janvier 2025).

L'exploitant indique d'autre part que le personnel reçoit la formation incendie "Manipulation d'extincteurs", module de 3h30 (fréquence tous les 3 ans). Un suivi de ces formations pour le personnel LAFARGE est enregistré par l'exploitant.

NON-CONFORME : absence de document de suivi pour la formation incendie "Manipulation d'extincteurs" pour les entreprises intervenant en sous-traitance (entreprise extérieure).

Remarque : par courriel du 22 avril 2025, l'exploitant indique avoir intégré dans ses plans de prévention, une demande d'attestation de formation à la manipulation des extincteurs du personnel intervenant aux entreprises susceptibles d'effectuer des prestations avec risque d'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 10 : Surveillance fin de travaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

**Thème(s) :** Risques accidentels, Fin de travaux

**Prescription contrôlée :**

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

**Constats :**

Pour les travaux par points chauds, après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant (une personne dénommée "surveillant" de la société LAFARGE), dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques.

Le nom de la personne chargée de la surveillance, ainsi que la durée de la surveillance fait l'objet d'un enregistrement sur le permis de travail (constat par sondage sur des travaux par points chauds effectués en 2025).

**Type de suites proposées :** Sans suite